

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MIGRANTS : LE PATRON DU HCR EXPRIME SA "HONTE EN TANT QU'EUROPÉEN"

"En tant qu'Européen, j'ai honte qu'il ait fallu un mois pour laisser débarquer seulement 27 personnes" du cargo Maersk Etienne, a lancé hier le patron du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés, Filippo Grandi. La réponse aux mouvements de réfugiés "ne peut pas être de fermer la porte", a-t-il affirmé lors de la 71ème session du comité exécutif du HCR, à Genève.

SIERRA LEONE : L'INTERROGATOIRE DE L'EX-PRÉSIDENT REPORTÉ

L'interrogatoire de l'ex-président sierra-léonais Ernest Bai Koroma par une Commission anti-corruption prévu lundi a été reportée à jeudi à la demande de ses avocats et pourrait être déplacé en dehors de la capitale Freetown pour des raisons de sécurité, a indiqué le porte-parole de cette institution. Plusieurs anciens responsables de l'administration Koroma, au pouvoir de 2007 à 2018, ont déjà été arrêtés dans le cadre de la lutte contre la corruption et le gaspillage des fonds publics.

SÉPARATISME : LE PROJET DE LOI FRANÇAIS FAIT LE JEU DES "TERRORISTES"

Des responsables turcs ont vivement critiqué hier le projet de loi français de lutte contre le "séparatisme islamiste", accusant le président Emmanuel Macron d'encourager l'islamophobie et de faire le jeu des "organisations terroristes". "La déclaration de Macron sur son intention de bâtir un islam des Lumières est irrespectueuse envers les musulmans et constitue une provocation", a affirmé Omer Celik, le porte-parole de l'AKP au pouvoir.

Guinée : craignant le pire, Condé appelle au calme

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le scrutin présidentiel du 18 octobre prochain risque de tourner au vinaigre. Une crainte partagée par le président à sa propre succession Alpha Condé. A cet effet, il a récemment appelé ses partisans à ne pas céder à la violence, alors que les tensions politiques s'intensifient à l'approche de cette présidentielle. Allant jusqu'à parler de "guerre" en septembre dernier. Devant ses soutiens, il avait déclaré qu'"il n'y aura jamais de guerre en Guinée", après avoir expliqué qu'il pensait que l'opposition se proclamerait vainqueur et irait se réfugier dans une ambassade, "en pensant qu'il y aura la guerre". "On ne prend pas le pouvoir dans le sang, on ne prend pas le pouvoir en cassant des véhicules. On ne prend pas le pouvoir en provoquant les autres", avait-il martelé.

Il faut rappeler que le président, âgé de 82 ans, a fait adopter un référendum contesté en mars dernier, qui maintient la limite de deux mandats présidentiels mais qui lui permet, selon lui, de remettre les compteurs à zéro et donc de pouvoir se représenter. Alpha Condé s'est aussi attiré des critiques de ses opposants pour avoir attisé les tensions ethniques dans ce pays de 13 millions d'habitants.

Dans un discours prononcé en septembre en langue malinké, M. Condé a dit aux électeurs que



Le président Condé au cours d'un meeting.

soutenir un candidat d'opposition issu de cette communauté reviendrait à voter pour son opposant principal, Cellou Dalein Diallo. La politique guinéenne est majoritairement dictée par les enjeux ethniques. Le parti du président Condé est largement soutenu par l'ethnie des Malinkés et l'UFDG de M. Diallo par celle des Peuls.

Le week-end dernier, Alpha Condé s'en est pris à son oppo-

sant, clamant devant ses soutiens que l'ancien autocrate Lansana Conté avait "créé" l'opposition guinéenne, ajoutant, à propos de ses opposants : "Bientôt ils seront dans la poubelle de l'histoire". La campagne électorale guinéenne a toutefois déjà été marquée par la violence. Un homme a par exemple été abattu mercredi lors d'affrontements dans le centre du pays, place forte de l'opposition. Des dizaines de per-

sonnes ont également été tuées lors de manifestations s'opposant à un troisième mandat de M. Condé.

Bien qu'il ait assuré qu'il n'y aurait jamais de guerre en Guinée, Alpha Condé a lui-même comparé sa lutte contre l'opposition à une guerre lors d'un discours en septembre. "Cette élection n'est pas seulement une élection, c'est comme si nous étions en guerre", avait-il dit.

" Les discours de haine " dénoncés

J.O.
Libreville/Gabon

Pour les représentants de la communauté internationale, la haine n'aurait pas sa place dans le discours politique. Dans cette optique, des représentants de l'ONU, de l'Union africaine (UA) et des pays d'Afrique de l'Ouest ont mis en garde en Guinée contre les "discours de haine à relent ethnique" pendant la campagne pour l'élection présidentielle et annoncé le déploiement d'observateurs africains.

Cette mission menée conjointement par l'ONU, l'UA et la Cédéao est survenue pendant une campagne électorale agitée, comme souvent en Guinée, marquée mercredi par la mort d'un jeune tué par balles à Dalaba et des heurts qui ont fait une quinzaine de blessés à Faranah (centre). "La Mission a condamné fermement les violences et les discours de haine à relent ethnique, en particulier, susceptible d'encourager les violences", selon un communiqué, au terme de cette visite.

En outre, le président Alpha Condé,

candidat à un troisième mandat controversé, et son principal opposant, Cellou Dalein Diallo, s'accusent mutuellement d'attiser les tensions intercommunautaires, dans un pays où l'appartenance ethnique est considérée comme un facteur de vote déterminant.

"La Mission conjointe a informé du déploiement des observateurs de la Cédéao et de l'Union africaine dans les prochains jours à Conakry afin de contribuer à une élection crédible et transparente" le 18 octobre, selon le texte.



L'opposant Cellou Dalein Diallo, au cours d'une précédente campagne électorale.